

Unité départementale des Bouches du Rhône
16, rue Zattara
CS 70248
Cedex 03
13331 Marseille

Marseille, le 20/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/02/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SEMAG

La malespine
Route de Gréasque
13120 GARDANNE

D/SPR/GP/1334/2022

Références : D-0318-AIX-2022

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/02/2022 dans l'établissement SEMAG implanté La malespine Route de Gréasque 13120 GARDANNE . Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du Plan pluriannuel de contrôle (PPC) de l'Inspection des ICPE pour l'année 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEMAG
- La malespine Route de Gréasque 13120 GARDANNE
- Code AIOT dans GUN : 0006401124
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La Société d'Economie Mixte d'Aménagement de Gardanne et de sa région (SEMAG) est propriétaire et exploite l'ISDND de Gardanne (13). Ce site est soumis à la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) sous le régime de l'autorisation. Il est régi par l'Arrêté Préfectoral (AP) du 31 août 2011.

La SEMAG assure le stockage annuel de 53 000 tonnes de déchets ménagers et assimilés. L'unité de valorisation de biogaz in situ permet de valoriser du biogaz issu de la dégradation des déchets.

Le site est constitué de deux casiers :

- Le casier 1, situé au sud-ouest du site, actuellement réaménagé ;
- Le casier 2, situé au nord-est du site, en exploitation.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- surveillance de la qualité des eaux (pluviales – lixiviats – souterraines)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Analyses rejets STEP	Arrêté Préfectoral du 31/08/2011, article 9.2.4	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Niveaux de lixivats dans casier	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11-I	/	Sans objet
Plan réseau gestion des eaux et lixiviats	Arrêté Préfectoral du 31/08/2011, article 4.2.2	/	Sans objet
Programme de surveillance bassins	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 22-I	/	Sans objet
Registre lixiviats perméats	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 22-II	/	Sans objet
Registre lixiviats	Arrêté Préfectoral du 31/08/2011, article 8.5.6	/	Sans objet
Données météorologiques	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 22-III	/	Sans objet
Analyses lixiviats	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 22-IV	/	Sans objet
Analyses rejets pluviales	Arrêté Préfectoral du 31/08/2011, article 4.3.9	/	Sans objet
Analyses eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 31/08/2011, article 9.2.3.2	/	Sans objet
Caméra surveillance déchargement	Décret du 30/03/2021, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les résultats d'analyses sont conformes pour les rejets d'eaux pluviales et souterraines.

Des dépassements des valeurs limites de rejet en concentration pour le paramètre AOX sont récurrents sur les lixiviats bruts avant rejet en STEP.

Afin de retrouver une conformité au niveau des rejets de lixiviats, l'exploitant a mis en place à titre expérimental une installation de pré-traitement des lixiviats bruts avant envoi par canalisation en STEP urbaine. Cette dernière est fonctionnelle depuis février 2022 avec des premiers résultats satisfaisants.

A cet effet, l'exploitant va solliciter auprès de la STEP et du gestionnaire de réseau une nouvelle convention de rejets et transmettre un dossier de porter à connaissance au Préfet en application du R.181-46 pour intégrer de façon pérenne dans l'exploitation de l'ISDND la nouvelle installation de pré-traitement.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Niveaux de lixiviats dans casier

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11-I
Thème(s) : Risques chroniques, Niveaux de lixiviats dans casier
Prescription contrôlée : Niveaux de lixiviats maximum en fond de casier : 30 cm au-dessus géomembrane
Constats : Le casier 1 (plus en activité depuis 2011) est équipé d'un moyen de pompage via les puits mixtes (pas de moyen de contrôle). Néanmoins présence de sondes de niveaux pour connaître le niveau de lixiviats en fond de casier et comptabilisation du volume annuel pompé, soit pour l'année 2021 : 995 m ³ pour le casier 1, et 4 326 m ³ pour le casier 2. Le casier 2 est divisé en 3 alvéoles équipées de sondes de niveaux permettant de mesurer les niveaux de lixiviats dans le casier et aussi transmettre un sms d'alerte en cas de niveau « haut » Pompage automatisé lorsqu'il y a présence d'eau en fond de casier (problème si la pompe ne fonctionne pas)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan réseau gestion des eaux et lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/08/2011, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement lixiviats
Prescription contrôlée : Conformité des plans à l'exploitation
Constats : Plans à jour. Dernier envoi de lixiviats en STEP le 31 mai 2021 (Bassin vide en début de l'année 2022) Fin d'année 2021 particulièrement sèche avec absence de précipitations.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Programme de surveillance bassins

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 22-I
Thème(s) : Risques chroniques, Programme de contrôle
Prescription contrôlée : Programme de contrôle et de maintenance préventive des systèmes de collecte, stockage et traitement des lixiviats
Constats : Contrôle visuel des géomembranes des bassins de lixiviats lors des opérations de nettoyage. Hydro-curage et contrôle des conduites reliant casiers et bassins. Pour les pompes de relevage : contrat annuel et délai de 48 heures pour intervention en cas d'incident. Géomembrane neuve pour grand bassin de lixiviats mise en place en 2020.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Registre lixiviats perméats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 22-II
Thème(s) : Risques chroniques, Registre mensuel lixiviats
Prescription contrôlée : Infos relevées sur registre
Constats : Registre renseigné : Rejets de lixiviats en 2021 à hauteur de 3 636 m ³ dont environ 900 m ³ traités par Nucléos (traitement par évaporation) et 2736 m ³ envoyés en STEP
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Registre lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/08/2011, article 8.5.6
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement effectué
Prescription contrôlée : Enregistrement
Constats : L'exploitant enregistre les volumes de lixiviats traités ou envoyés en STEP. Pour le moment, traitement des lixiviats uniquement par évaporation (Nucléos). La mise en œuvre d'une installation pérenne de pré-traitement des lixiviats avant envoi en STEP était prévue pour le début du 2 nd semestre 2022, après accord de l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Données météorologiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 22-III
Thème(s) : Risques chroniques, Données météorologiques
Prescription contrôlée : Enregistrement
Constats : Abonnement à météo France
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Analyses lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 22-IV
Thème(s) : Risques chroniques, Composition chimique des lixiviats
Prescription contrôlée : Analyse trimestrielle
Constats : Fait chaque trimestre
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Analyses rejets STEP

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/08/2011, article 9.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Composition rejet des lixiviats vers STEP
Prescription contrôlée : Analyses sur lixiviats bruts
Constats : Dépassement AOX 1,9 mg/l pour une VLE égale à 1 mg/l (derniers envois à la STEP le 31/05/2021) Par courrier du 14 septembre 2020, le Préfet a autorisé l'exploitant à mettre en œuvre un système expérimental afin d'entreprendre un pré-traitement des lixiviats bruts avant envoi en STEP, notamment pour abattre le polluant ci-dessus qui entraînent des dépassements récurrents des VLE. Transmission du rapport du 08/02/2022 relatif aux essais de pré-traitement des lixiviats bruts qui atteste que le bureau d'étude a trouvé une solution pérenne permettant de respecter les valeurs limites de rejets des polluants, notamment les AOX. L'exploitant va par conséquent solliciter auprès de la STEP une nouvelle convention de rejet, avec la possibilité d'envoyer des volumes journaliers plus conséquents, pour pouvoir gérer les périodes climatiques pluvieuses et garantir une souplesse d'exploitation dans la gestion des bassins de lixiviats. L'exploitant doit transmettre un PAC récapitulatif des moyens mis en œuvre pour le pré-traitement des lixiviats bruts ainsi que les mesures de sécurité (en cas de panne ou incident d'exploitation de cette plateforme de pré-traitement).
Observations : Transmettre PAC du pré-traitement des lixiviats avec tous les éléments d'appréciation (quantité, temps de fonctionnement, type d'abattement, nouvelle convention, produits de traitement). En attente de la mise en œuvre du prétraitement des lixiviats il est préférable de privilégier un traitement des lixiviats par évapo_ concentration afin d'éviter de surcharger la STEP de Gardanne en halogènes organiques.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Transmettre sous 15 jours les dernières analyses des lixiviats

Nom du point de contrôle : Analyses rejets pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/08/2011, article 4.3.9
Thème(s) : Risques chroniques, Composition rejet eaux pluviales
Prescription contrôlée : Analyse trimestrielle eaux pluviales
Constats : Analyses conformes (5 rejets par an en 2021, 90 % des eaux pluviales utilisées pour arrosage des pistes)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Analyses eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/08/2011, article 9.2.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Composition eaux souterraines
Prescription contrôlée : Analyse semestrielle
Constats : Analyses effectuées en juillet et décembre 2021 Interprétations par comparaisons amont/aval et année précédente Pas d'anomalie particulière.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Caméra surveillance déchargement

Référence réglementaire : Décret du 30/03/2021, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Caméra surveillance déchargement
Prescription contrôlée : Consultations faites et attribution du marché
Constats : Caméra en cours de mise en place. La mise en service est prévue pour avril 2022. Lors de la visite d'inspection du 28 juin 2022, l'inspection a constaté le fonctionnement de la caméra.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet